



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 29 DEC. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 171-8 et R. 512-39-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014 régissant le fonctionnement des activités de la société MED'CLEAN dans son établissement situé 21-27, rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU la liquidation judiciaire prononcée le 5 octobre 2015 à l'encontre de la société MED'CLEAN désormais représentée par l'étude de Maître Sabourin ;

VU le rapport du 16 novembre 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier recommandé reçu par l'exploitant le 20 novembre 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement, le 6 novembre 2015, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constats suivants :

- il n'existe aucune activité sur le site et aucun DASRI ne se trouve dans les locaux,

- la zone de lavage est réputée avoir été nettoyée, mais des déchets dangereux type huile, désinfectant et détergent sont présents en petites quantités dispersées,

- une ancienne cuve de fuel est enterrée,

- une partie importante de la paroi extérieure du bâtiment et de la toiture est constituée de plaques assimilables à du matériau amianté,

- le grillage est coupé par endroit et les 2 portails d'accès sont condamnables au moyen de chaînes et d'antivol de deux roues ;

.../...

CONSIDERANT que la mise en sécurité du site ainsi que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement nécessitent notamment que :

- l'ensemble des produits et déchets dangereux soient éliminés,
- les locaux ayant servi d'entreposage pour les DASRI soient désinfectés ainsi que le bac de décantation des eaux nettoyé et vidangé,
- la cuve enterrée de fuel soit dégazée et mise en sécurité,
- le site soit maintenu inaccessible par des portails fermés,
- un diagnostic amiante soit réalisé ;

CONSIDERANT que, conformément à l'article R. 512-39-1, lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ;

CONSIDERANT que la société MED'CLEAN représentée par Maître Sabourin, ne respecte pas les dispositions dudit article ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter Maître Sabourin, liquidateur judiciaire de la société MED'CLEAN à respecter les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Maître Sabourin, liquidateur judiciaire, représentant la société MED'CLEAN est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL

Lyon, le **29 DEC. 2015**

Le Préfet,